

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDD-16: VENDREDI 9 MAI 2008

Vendredi, les participants à la CDD-16 se sont réunis dans des séances parallèles pour débattre de l'Afrique et des interconnexions et thèmes intersectoriels et pour dialoguer avec les Grands groupes et les représentants de partenariats.

DISCUSSIONS THEMATIQUES

L'AFRIQUE: Le président de la CDD-16, Nhema, a présidé cette séance. Se focalisant sur les changements climatiques, Ogunlade Davidson (Université de Sierra Leone) a mis en relief l'indépendance énergétique potentielle de l'Afrique, le seuil de référence peu élevé à partir duquel son développement énergétique avait démarré et les conditions qui favorisent son développement futur. Mohamed El-Sioui (ONU-HABITAT) a parlé de l'impact du changement climatique sur les villes et de l'impact des villes sur le changement climatique, et a décrit les stratégies mises en place pour accroître la résistance des villes africaines. Luigi Cabrini (Organisation mondiale du tourisme) a déclaré que le tourisme peut constituer un outil puissant pour le développement durable et que le potentiel de l'Afrique est inexploré. Peter Holmgren (FAO) a indiqué que les changements climatiques donneront lieu à des formes de vulnérabilité et a souligné le besoin de mécanismes de transfert des risques, y compris l'assurance-récoltes.

Le SENEGAL a souligné que la croissance économique et la stabilité des gouvernements sont deux conditions préalables de la réduction de la pauvreté. Le NIGERIA a indiqué qu'il s'est libéré du solde différé de la dette et qu'il est en train de réaliser de fortes performances macroéconomiques. Le MALI a mis l'accent sur les problèmes posés par l'érosion des sols et la stérilité des terres. La représentante des FEMMES a appelé au renforcement des capacités et au transfert des technologies pour leur intégration dans l'entreprise agricole, le travail de vulgarisation et la production alimentaire. L'INDONÉSIE a parlé des nouveaux Partenariats stratégiques Asie-Afrique. Le KENYA et le MAROC ont appelé au soutien du NEPAD. La CÔTE D'IVOIRE a encouragé les pays africains à intégrer les effets des changements climatiques dans leurs plans de développement. La COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE a encouragé le recours aux nouvelles technologies d'information dans les services de vulgarisation et le transfert des technologies. L'EGYPTE a appelé au renforcement des capacités et au transfert des technologies et, avec la LYBIE, a déploré l'absence de références à l'Afrique du nord dans le rapport du Secrétaire Général.

Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a déclaré que l'ordre commercial actuel prive les agriculteurs africains de l'accès aux marchés de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), et a encouragé une conclusion accélérée du Round de Doha. Le VENEZUELA a déclaré qu'avec l'APD, les pays pourraient atteindre les OMD. La JORDANIE a parlé de ses investissements dans l'agriculture soudanaise. La SUISSE a déclaré qu'en Afrique, la croissance économique a mené à la réduction de la pauvreté, mais pas de la faim, et que c'est la croissance agricole qui mène à la réduction de la faim.

ISRAËL a déclaré qu'elle a refocalisé sa coopération en matière de développement et qu'elle est en train de commencer un nouveau projet avec le PNUD. La FEDERATION DE RUSSIE a expliqué ses efforts visant à établir un régime commercial équitable avec l'Afrique. L'UE a indiqué qu'elle soutient des activités

visant à réduire le clivage numérique et des activités dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques, la désertification et la sécheresse. Le CAP VERT a parlé des réussites de l'Afrique et a mis en garde contre la considération de l'Afrique de manière condescendante.

Le délégué des COMMERCE ET INDUSTRIE a décrit la manière dont le secteur privé a promu l'intégration des petits agriculteurs dans la chaîne de valeur des produits. Le délégué des AGRICULTEURS a déclaré que le manque de demande de leur matière de base "est ce qui empêche le progrès de l'agriculture africaine". Le MEXIQUE a parlé de ses divers partenariats de collaboration en Afrique. Le CANADA a appelé à des initiatives coordonnées et intégrées, et éclairées par des données exactes.

Au cours de la séance de l'après-midi, Julie Howard (Partnership to Cut Hunger and Poverty in Africa) a parlé de l'avantage des transferts d'argent ciblés aux groupes vulnérables ainsi que des programmes de sustentation des écoles. Akinwumi Adesina (Alliance for a Green Revolution in Africa) a déclaré que l'Afrique a besoin de sa propre révolution verte, adaptée à ses diverses zones agricoles. Peter Hartmann (International Institute for Tropical Agriculture) a parlé des capacités agricoles de l'Afrique, y compris en matière de stabilisation de la sécurité alimentaire mondiale, de faculté d'initiative et de modèle et concepts pertinents. Robert Richardson (Université de l'Etat du Michigan) a mis l'accent sur la promotion de l'adaptation aux changements climatiques de manière active.

L'ALGERIE a mis en exergue les partenariats afro-asiatiques dans le domaine de la recherche et a appelé au parachèvement du Round de Doha. Le JAPON s'est engagé à promouvoir les thèmes du commerce et de l'agriculture, à la quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement africain (TICAD IV), en mai, et à la réunion du G-8, en Juillet 2008. L'UICN a attiré l'attention sur ses recommandations concernant l'amélioration de la sécurité alimentaire dans le Sahel, à travers une utilisation efficace des ressources locales. Le TOGO a appelé à des partenariats pour revigorer son secteur du tourisme.

Le représentant des AUTORITES LOCALES a souligné que l'application est, et restera, une affaire locale. L'AOSIS a appelé à une collaboration accrue entre l'Union africaine et les Nations Unies. Le porte-parole des ENFANTS ET DES JEUNES a souligné le besoin de programmes d'éducation entrepreneurial pour les jeunes. Le délégué des ETATS-UNIS a parlé de l'Initiative pour arrêter la faim en Afrique, lancée par son pays et qui mettra à disposition 1 milliard de dollars sur cinq ans. Le représentant des ONG a indiqué que l'Afrique n'a pas besoin d'OGM pour résoudre sa crise alimentaire. L'UE a signalé qu'elle fournit plus de la moitié de l'APD mondiale et qu'elle s'engage à l'améliorer qualitativement et quantitativement.

Le NIGER a souligné l'existence de diverses stratégies mises en place par les pays pour répondre aux effets des changements climatiques. Le représentant des COMMUNAUTES AUTOCHTONES a attiré l'attention sur l'accent trop prononcé placé, dans l'examen du thème de l'agriculture, sur la production alimentaire basée sur le bétail, et a encouragé le développement de l'infrastructure dans les régions pastorales. L'ITALIE a décrit ses partenariats avec l'Afrique dans les domaines de l'eau et du tourisme. L'ARGENTINE a déclaré que l'adaptation aux changements climatiques concerne la capacité de maîtriser l'eau dans toutes ses formes. La FRANCE a indiqué que la sécurité alimentaire, la santé et les écosystèmes et l'adaptation aux changements climatiques sont les domaines des trois principales menaces posées à l'Afrique.

Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a "dénoncé l'absence de dimension sociale dans les programmes de développement" en Afrique, et l'absence d'un terrain de jeu égal dans le commerce entre les pays de l'OCDE et l'Afrique.

LES INTERCONNEXIONS ET LES THEMES INTER-SECTORIELS: La vice-présidente Melanie Santizo-Sandoval (Guatemala) présidait cette séance. Peter McPherson (US National Association of State Universities) a mis l'accent, entre autres, sur: la formation des gens qui travaillent dans les institutions, la stabilité du pays, les contributions de la population, un libre flux de l'information et des politiques économiques raisonnablement rationnelles. Cleophas Migiro (Cleaner Production Center, Tanzanie) a décrit l'état d'avancement du Programme cadre décennal africain pour une consommation et une production durables. L'Ambassadrice Mona Elisabeth Brøther (Norvège) a présenté quelques enseignements tirés du développement rural dont, notamment, l'utilisation durable des terres, un régime sûr de propriété foncière, l'autonomisation, une approche verticale ascendante et l'éducation. Nadine Gouzée (Belgique) a souligné que la stratégie de développement durable devrait englober communication des données, planification, participation et suivi.

Le G-77/CHINE a mis l'accent sur l'amélioration des flux financiers, les opportunités commerciales, l'accès aux, et transfert des, technologies écologiquement rationnelles, le renforcement des capacités et le soutien du développement. L'UE a encouragé un changement des modes non viables de consommation, la cohérence des politiques et la participation dans les stratégies nationales de développement durable. Le porte-parole des PEIDP a appelé à une planification, à des ressources financières et à une assistance technique de la part des partenaires du développement, y compris pour le traitement des effets des changements climatiques.

Le CANADA a mis en relief la gouvernance démocratique et l'autonomisation des femmes, et s'est engagé à concrétiser l'objectif de Gleneagles de doubler son aide à l'Afrique, d'ici 2009. La LIBYE a appelé à la protection des semences et autres ressources naturelles locales. Le délégué de la BARBADE a souligné l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation des eaux et de la collecte des eaux de pluie.

L'IRAN a mis en exergue la fourniture de ressources financières, le transfert et la diffusion des technologies, et l'octroi d'une attention aux besoins des femmes. La MALAISIE a suggéré de créer une librairie virtuelle et de rationaliser le format actuel de communication des données pour institutionnaliser les bonnes pratiques et pour surveiller les progrès accomplis. CUBA a rapporté que son programme relatif aux sols implique des articles médiatiques et une formation des agriculteurs et de la population. Le représentant des ENFANTS ET DES JEUNES a souligné le rôle de l'éducation et de l'information, y compris l'étiquetage de l'empreinte carbonique.

L'INDE a mis en relief l'éradication de la pauvreté, a suggéré de poursuivre les synergies des conventions de Rio au niveau national, et a fait part de ses réserves concernant le déclin des niveaux de l'APD. La FRANCE a souligné le besoin d'établir un lien entre les stratégies de développement durable et de réduction de la pauvreté. La RÉPUBLIQUE TCHÈQUE a indiqué que son prochain plan d'action national se focalisera sur les modes de vie non viables, en particulier, le problème des enfants obèses. Le délégué des ETATS-UNIS a suggéré de se focaliser sur la science et l'éducation dans le domaine de la détermination de l'utilisation efficace des contributions, et a mis en exergue la bonne gouvernance et l'autonomisation des femmes. La NORVEGE a mis l'accent sur les droits et les rôles des femmes liés à la terre et à l'agriculture. L'ITALIE, la SUEDE, la FINLANDE et la SUISSE ont parlé de travaux, présidant quatre des sept équipes spéciales chargées du Processus de Marrakech sur les modes non viables de consommation et de production.

L'AFRIQUE DU SUD a parlé du déséquilibre mondial des implications du commerce agricole sur les conditions sanitaires et nutritionnelles. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a signalé une absence de liberté d'association et négociation collective dans les zones rurales. Le MEXIQUE a mis l'accent sur le renforcement des institutions scientifiques et éducatives et sur la création de capacités. L'ARGENTINE a déclaré que les initiatives similaires à "l'empreinte carbonique" donnent lieu à des distorsions et à des barrières protectionnistes qui entravent le commerce.

L'après-midi, Mazlan Othman (UN Office of Outer Space Affairs) a parlé des utilisations des technologies et applications spatiales par rapport aux thèmes de la CDD-16. Pedro Sanchez (The Earth Institute at Columbia University) a décrit le Projet village du millénaire, qui a fourni engrais et semences à haut rendement à de petits agriculteurs en Afrique et qui a triplé leur production.

Le délégué des PAYS-BAS a souligné les avantages des politiques d'approvisionnement publics viables. Le porte-parole des ONG a suggéré de reconnaître les droits des pauvres à l'alimentation et aux ressources productives. L'AFRIQUE DU SUD a noté le

besoin d'un ordre du jour scientifique et technologique exhaustif, d'une infrastructure et de programmes de renforcement des capacités, et a déclaré que l'investissement technologique en Afrique est un défi à relever. Le GUATEMALA a mis en exergue l'alerte précoce et les prévisions utilisant les technologies spatiales. La FAO a mis l'accent sur la sécurité alimentaire et les droits à l'alimentation.

DIALOGUE AVEC LES GRANDS GROUPES ET LES REPRESENTANTS DES INITIATIVES DE PARTENARIATS

Le vice-président Ojdanic a présidé cette séance et a déclaré que les conclusions seront résumées dans le rapport de la CDD-16. Le responsable de service, Abdalla, a résumé le document E/CN.17/2008/10, concernant les partenariats pour le développement durable. Le délégué des AGRICULTEURS a souligné l'importance d'un financement suffisant pour l'agriculture, de l'amélioration de la communication entre les associations d'agriculteurs et les gouvernements, et de la mise en place de cadres de régulation qui permettent une prévisibilité des marchés. Le représentant des COMMUNAUTÉS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES a noté le besoin d'une collecte des statistiques de base ventilées concernant les conditions locales. Le délégué des COMMERCE ET INDUSTRIE a déclaré que les partenariats requièrent l'établissement de relations à long terme.

Loren Finnell (Latin American Clean Water Initiative) a indiqué que les partenariats ont besoin d'une participation active de tous les acteurs. Helen Marquard (SEED Initiative) a noté l'importance de la continuation du financement destiné aux partenariats. Le représentant des AUTORITES LOCALES a déclaré que la plupart des partenariats ne disposent pas de financement adéquat. Le représentant de la COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE a signalé qu'une bonne partie du financement des partenariats provient du secteur privé et le soutien provenant du secteur public est en train de baisser pour l'agriculture.

Kaddu Sebunya (Congo Basin Forest Partnership) a parlé du défi d'établir une vision à long terme et des avantages à court terme pour les communautés. Amanda Luxande (Renewable Energy and Energy Efficiency Partnership) a parlé des difficultés posées par l'absence d'une planification énergétique à long terme et par la mauvaise coordination entre les acteurs.

La SUEDE a posé la question de savoir s'il valait mieux pour les donateurs de financer des projets "soft," comme le renforcement des capacités building ou "hard," comme l'irrigation. Le représentant de la COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE a mis en relief le renforcement des capacités. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a souligné le besoin de se focaliser sur les travailleurs; et le représentant des AUTORITES LOCALES a déclaré que les deux sont nécessaires.

Le porte-parole des COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES a souligné l'importance des approches fondées sur l'écosystème et sur les droits de l'Homme. Le représentant des ENFANTS ET DES JEUNES a déclaré que ces derniers devraient être intégrés dans toutes les étapes de l'établissement et de la mise en route des partenariats. La représentante des FEMMES a signalé que les partenariats manquent de financement pour le renforcement de l'institution.

Claire Servini (Global Bioenergy Partnership) a suggéré de se pencher sur l'analyse du cycle de vie de la bioénergie, sur l'étiquetage et sur la certification internationale. Peter Holmgren (Sustainable Agriculture and Rural Development Initiative) a mis l'accent sur le besoin d'améliorer l'accès aux ressources et d'identifier et de partager les enseignements tirés. L'Autriche a mis en exergue la sécurité alimentaire, les efforts visant à renforcer la gouvernance locale et l'approche fondée sur le partenariat.

DANS LES COULOIRS

Les discussions sur l'Afrique ont produit plusieurs idées et recommandations constructives pour le développement durable du continent, mais dans les couloirs, les participants voulaient en savoir davantage sur les motifs qui font que le nombre de pauvres soit encore en train de grandir en Afrique, bien que le continent ait enregistré, ces dernières années, une croissance économique régulière. Les participants ont donné différentes raisons: certains ont mentionné la croissance démographique et l'élevation continue des prix de l'énergie des produits alimentaires, et d'autres ont évoqué la répartition inégale des richesses nouvellement produites, la mauvaise gouvernance, l'instabilité politique et les conflits armés. Selon de nombreux délégués, la clé du changement de la situation réside dans l'affectation de davantage de ressources à l'agriculture et au développement rural, étant donné que le développement agricole donne lieu à des avantages tangibles pour les plus pauvres.

Le dialogue avec les grands groupes et les représentants des partenariats a fait ressortir des histoires de cas concrets de réussite. Toutefois, quelques observations sobres ont été entendues appelant à un examen plus approfondi de leur efficacité et de leurs coûts.